



COMPTE RENDU DU COTEC n° 4



ELABORATION DES PLANS DE PREVENTION DES RISQUES LITTORAUX de OYE-PLAGE à GRAVELINES

Date : 26 janvier 2016 de 10h00 à 11h30
Lieu : Salon d'honneur de la mairie de Gravelines
Cadre : Réunion du COTEC n°4
Objet : Présentation de l'avancée des travaux PPRL : constitution du dossier PPRL

Rédacteur : Didier Mazet-Brachet (Alp'Géorisques)

Présents :

Monsieur LEUREGANS Vincent, Direction du Développement, Mairie de Gravelines,
Madame BETTINELLI, Urbanisme, Mairie de Gravelines,
Monsieur BLOCKET Patrick, DST de Grand-Fort-Philippe,
Monsieur ROUSSEAU Michel, Chef du projet portuaire,
Madame DEL LITTO Anne-Françoise, Conseil Départemental du Nord, Responsable UT voirie Dunkerque,
Monsieur HOSSEPLED Pascal, Conseil Départemental du Nord, Chef du service Aménagement rural et Eaux
Madame SIEJA Magali, Conseil Départemental du Pas-de-Calais, Adjoint au Directeur en charge de l'Environnement, MDAD Calaisis
Monsieur GALVEZ Grégory, Chargé de Mission Risques Majeurs, Communauté Urbaine de Dunkerque,
Madame LEGRAIN Marie-Céline, Pôle Métropolitain de la Côte d'Opale, Cellule technique littorale,
Monsieur VANHEE Stéphane, Institution intercommunale des waterings,
Monsieur DE VILLENEUVE Jean, SDIS du Pas-de-Calais, Chef du service SIE,
Monsieur GIRARD Cyrille, SDIS du Nord, prévisionniste,
Monsieur MAILLARD Laurent, SDIS du Nord, Chef du groupement prévision,
Madame ZIOLOWSKI Valérie, D.D.T.M. 62, Service Eau et Risques, Adjointe à l'unité PPR,
Monsieur HENNEBELLE Christian, D.D.T.M. 62, Responsable unité PPR,
Monsieur LEFRANCOIS Grégory, D.D.T.M. 59, Adjoint au chef de service Sécurité, Risques et Crise
Madame ROUDÉ Chantal, D.D.T.M. 59, Service Sécurité, Risques et Crise, Responsable unité PPR,
Monsieur SZAREK David, D.D.T.M. 59, DT Flandres, Responsable unité Eau/Environnement/Risques
Monsieur DEPECKER Pascal, D.T.T.M. 59, Délégation des Flandres, Chargé d'études Risques,
Monsieur KLINGELSCMITT Rémy, D.D.T.M. 59, Service Sécurité, Risques et Crise, Chargé d'études PPR
Monsieur Didier MAZET-BRACHET, Bureau d'études Alp'Georisques.

Excusée :

Madame DUFLOS Charlotte, sous-préfecture de Saint-Omer.

Exposé :

Madame Chantal ROUDÉ ouvre la séance en rappelant les échanges entre les collectivités et les DDTM du Nord et du Pas-de-Calais, depuis le COTEC n° 3 qui s'est tenu le 29 juin 2015.

Elle rappelle que les membres du COTEC ont reçu les liens de téléchargement de l'ensemble des pièces qui vont être présentées aujourd'hui, dans la lettre d'invitation au COTEC.

Monsieur Didier MAZET-BRACHET présente les travaux réalisés depuis la troisième réunion du COTEC par le biais d'un diaporama, joint au présent compte-rendu.

Échanges avec la salle :

Monsieur Vincent LEUREUGANS : Redoute un problème d'application de la disposition relative aux extensions limitées d'une part à 20 m² et d'autre part, à une augmentation de 20% de l'emprise au sol initiale, en zones vert clair/jaune et bleu clair/bleu foncé.

Madame Chantal ROUDÉ : Il s'agit de deux dispositions différentes, en zone vert clair/jaune et bleu clair/bleu foncé, le règlement autorise sous la cote de référence, en zone d'aléa :

- les extensions mesurées à usage d'habitation ou d'hébergement, dans la limite de 20 m² et à certaines conditions
- les extensions mesurées d'activités économiques, dans la limite d'une augmentation de 20 % de l'emprise au sol initiale touchée par l'aléa et à certaines conditions,
- les extensions de bâtiments agricoles, activités exigeant la proximité immédiate de la mer et d'équipements dont la fonction est liée à leur implantation, à certaines conditions.

Monsieur Vincent LEUREUGANS : Le problème se pose également dans le cas de projets touchés partiellement. Pourquoi limiter à 20 % ?

Madame Chantal ROUDÉ : La limitation ne concerne que les autorisations d'aménagement sous la cote de référence. Pour la construction d'extensions significatives au-dessus de la cote de référence en zone bleu clair et bleu foncé, il n'y a pas de restriction en termes de surface.

Monsieur Grégory GALVEZ : Comment assurer un accès hors d'eau des ERP ? Les caractéristiques de certains établissements existants pourraient rendre très complexe techniquement la mise en œuvre de cette mesure.

Madame Chantal ROUDÉ : Cette mesure (point IV.4.2 du projet de règlement) concerne uniquement les établissements spécialisés recevant du public particulièrement vulnérable (personnes âgées, jeunes enfants, personnes à mobilité réduite, malades ou handicapées). Il appartient aux propriétaires et/ou aux gestionnaires de définir les techniques à mettre en œuvre dans chaque cas particulier. Ce n'est pas une mesure particulière au PPRL, mais issue de retours d'expériences, montrant la nécessité pour les secours de limiter les îlots sensibles lors d'un événement.

Monsieur Didier MAZET-BRACHET : Il peut s'agir de dispositifs amovibles.

Monsieur Grégory GALVEZ : Pourquoi imposer ces règles aux ERP qui ne sont pas occupés en permanence et pour lesquels il est possible de procéder à une évacuation préventive (par exemple les écoles) ?

Monsieur Vincent LEUREUGANS : De plus, l'aléa ne provient pas d'un phénomène qui peut survenir brusquement, l'alerte Météo France permet au Maire, dans le cadre du PCS, de décider de l'évacuation dès le niveau de vigilance jaune par exemple.

Madame Chantal ROUDÉ : Ce sont des phénomènes à cinétique rapide et pour lesquels la prévision n'est pas fiable à 100 %, la mise hors d'eau des accès de ces établissements permet d'assurer une évacuation quelle que soit la situation.

Monsieur Vincent LEUREUGANS : Combien coûte un avis d'expert imposé par le PPRL ?

Monsieur Didier MAZET-BRACHET : Il n'y a pas de tarif préétabli. Lorsque les prescriptions du PPRL sont simples et que le projet est une construction standard, l'architecte du projet peut très bien signer l'attestation de conformité dans le cadre de sa mission, sans surcoût particulier. Si la signature de l'attestation demande des vérifications techniques et des calculs (de fondation ou de structure par exemple), dans ce cas, il s'agit d'une véritable mission indépendante fonction du projet lui-même (quelques milliers d'euros dans le cas général).

En conclusion :

L'ensemble des membres du comité technique du plan de prévention des risques littoraux de Gravelines - Oye-Plage est invité à faire parvenir ses remarques, **au plus tard pour le 26 février 2016**,

par écrit à la DDTM 59 / Délégation Territoriale des Flandres, à l'adresse suivante :

DDTM 59 / DT Flandres
30 rue L'Hermitte
BP 6533
59386 Dunkerque Cedex

ou par courriel :

david.szarek@nord.gouv.fr ou chantal.roude@nord.gouv.fr

L'ensemble des éléments présentés en COTEC ainsi que les modifications apportées au dossier, le cas échéant, compte tenu des échanges avec les membres du COTEC, seront présentés lors de la prochaine réunion du Comité de Concertation (COCON).

Les services de la DDTM restent à votre disposition pour apporter tous les éclaircissements jugés nécessaires d'ici là.